

Versement n° 20070123

Ministère : agriculture et de la pêche

Direction : pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : pêches maritimes

Bureau : ressource, réglementation et affaires internationales

Sommaire

Elaboration du droit de la mer

Art. 1-3 : droit international de la mer, 1945-1989

Art. 4-5 : droit européen de la mer, 1963-1972

Art. 6-7 : droits de pêche accordés par le Royaume-Uni à la France, 1964-1974

Communicabilité libre

Métrage linéaire : 1

Nombre d'articles : 7 (2 dimabs)

INTRODUCTION

Le présent versement, coté 20070123, est composé de 7 articles. Il est constitué par les archives relatives au droit de la mer datant de 1945 à 1989. Il provient de la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture, plus particulièrement du bureau de la ressource, de la réglementation et des affaires internationales. Il représente 0,60 ml.

Le fonds présenté dans cet instrument de recherche était conservé dans les locaux de la direction des Pêches maritimes et de l'aquaculture. Le fonds était mélangé à d'autres archives ; un premier tri a donc été effectué pour rassembler les éléments dispersés et organiser le fonds. Puis il a été conditionné et coté avant que soit effectué le versement. Aucun document n'a été éliminé, hormis les doubles et les brouillons manuscrits.

Le classement choisi présente la naissance du droit de la mer en trois parties.

La première est consacrée aux textes internationaux, déclarations officielles et autres conventions qui régissent ce droit.

La seconde partie porte sur la mise en œuvre du droit de la mer au niveau communautaire, où comment les Etats membres de la communauté européenne se sont mis d'accord sur des règles communes. Un premier pas a été fait avec la signature de la convention de Londres, le 9 mars 1964. La Communauté européenne est allée au-delà en élaborant une politique commune de la pêche, qui existe toujours et a été adaptée aux besoins actuels des Etats membres.

La troisième partie présente les archives qui définissent les droits de pêche accordés aux Français par le Royaume-Uni, notamment lorsque la législation britannique du droit de la mer a été modifiée. Les Britanniques étendent leur contrôle sur une zone maritime plus importante, au détriment des pêcheurs étrangers qui pouvaient y exercer leur activité. La notion de " droits historiques de pêche " permet à un Etat étranger de pouvoir pêcher dans une zone délimitée s'il peut prouver que ses pêcheurs y ont toujours exercé.

Ce fonds bien que petit, présente les textes fondamentaux qui régissent les relations entre les Etats en matière de délimitation des frontières maritimes et d'exploitation des ressources marines et sous-marines. Un exemple en est donné par l'évolution des droits de pêche accordés aux Français par les Britanniques.

DROIT INTERNATIONAL DE LA MER

20070123/1

Conventions et textes s'appliquant au droit international de la mer : conventions de Genève (1958), proclamation Truman sur le plateau continental (1945), convention de Londres (1964). Commission baleinière internationale : décret n° 48-2044 du 31 décembre 1948 portant publication de la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, de l'acte final et du protocole pour la réglementation de la chasse à la baleine signée à Washington le 2 décembre 1946 (1949). Conventions internationales : convention de Tokyo (1952), convention d'Ottawa (1953).

1945-1964

20070123/2

Conférences internationales à Caracas et Genève : correspondance, comptes rendus, coupures de presse, statistiques, notes.

1974-1977

20070123/3

Police des pêches. – Autorité internationale des fonds marins et tribunal international du droit de la Mer, travaux de la commission préparatoire : comptes rendus (1983-1989) ; exploration et exploitation des ressources minérales des fonds marins internationaux, projets de loi et de décret français : note, texte des projets (1980-1981). Convention sur la police des pêches, élaboration : comptes rendus, correspondance, note d'information, rapport pour l'Assemblée nationale (1966-1970) ; proposition d'amendements : position de la direction des pêches (1980-1981).

1966-1989

DROIT EUROPÉEN DE LA MER

20070123/4

Convention européenne de Londres du 9 mars 1964. – Négociations : comptes rendus des discussions, communiqué officiel, aide-mémoire, directives pour la délégation française, notes, coupures de presse, correspondance (1963-1968) ; adhésion de la Pologne et des Pays-Bas : correspondance, notes (1965-1971).

1963-1971

20070123/5

Archives nationales

Réglementation communautaire. – Politique commune de la pêche (PCP), élaboration : coupures de presse, notes, correspondance (1965-1969). Plateau continental, application du traité de Rome : notes, correspondance (1972).

1965-1972

DROITS DE PÊCHE ACCORDÉS PAR LE ROYAUME-UNI À LA FRANCE

20070123/6

Elaboration d'une nouvelle législation. – Examen des droits de pêche accordés aux Français dans les eaux britanniques : textes réglementaires, cartes, correspondance, comptes rendus des discussions, tableaux.

1964-1968

20070123/7

Conséquences de la nouvelle législation britannique pour les pêcheurs français : correspondance, notes.

1965-1974